



## **Consultation publique de la Commission de Régulation de l'énergie relative à la création d'une place de marché gaz unique en France en 2018**

**eni** remercie la CRE pour l'opportunité qui lui est donnée de contribuer à cette consultation publique portant sur le projet de fusion des zones d'équilibrage du réseau de GRTgaz et sur la création d'une place de marché unique en France à l'horizon 2018.

Celle-ci devrait conclure le long parcours d'étude et de décision que la CRE et tous les acteurs du marché ont mené ensemble pendant plusieurs années.

**eni** souhaite que la solution d'investissement identifiée par ce processus soit mise en œuvre au plus tôt afin de surmonter les difficultés actuelles due à l'existence de ces deux zones et de leur congestion. 2018 doit rester la date cible.

**eni** se félicite de l'intérêt et de la préoccupation de la CRE concernant la présente situation des prix dans la zone Sud du réseau de GRTgaz par rapport à la zone Nord, et des difficultés qu'elle engendre pour les fournisseurs, les consommateurs finaux et, plus généralement pour le développement de la concurrence du marché du gaz naturel en France .

Tout en partageant les préoccupations de la CRE sur les impacts fortement négatifs sur l'économie de la zone Sud, **eni** souligne que toute mesure mise en place pour corriger la situation actuelle serait une solution non optimale et transitoire qui comporterait des coûts pour le système et des risques de distorsions du fonctionnement du marché.

Ces impacts négatifs sur le système nécessitent d'être étudiés de manière approfondie afin de pouvoir comparer les coûts et les bénéfices attendus de la mise en œuvre des mesures transitoires proposées.

**Question 1** : Partagez-vous l'analyse de la CRE en ce qui concerne la méthodologie retenue dans l'étude Pöyry ?

**Question 2** : Partagez-vous l'analyse de la CRE, en ce qui concerne les résultats quantitatifs et qualitatifs de l'étude Pöyry au niveau de la France ?

**Question 3** : Partagez-vous l'analyse de la CRE, en ce qui concerne les résultats de l'étude Pöyry au niveau de l'Europe ?

**Question 4** : Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE ?

**eni** a suivi de près les travaux de Concertation autour de l'étude Pöyry et partage l'analyse de la CRE en ce qui concerne les résultats qualitatifs et quantitatifs de l'étude.

**eni** a toujours soutenu le besoin d'une étude coûts-bénéfices de cette fusion afin de pouvoir apprécier les différentes solutions d'investissement permettant la fusion physique des deux zones et d'identifier la solution la plus pertinente et la plus efficace économiquement .

Sur un horizon temporel long comme celui sur lequel les différentes solutions d'investissement ont été testées, il est impossible de prévoir quel scénario de marché se réalisera.

Cela, à notre sens, n'affaiblit pas les résultats auxquels ont conduit l'étude de Pöyry.

La solution d'investissement Val de Saone/Gascogne Midi présentée récemment porte l'avantage d'être moins couteuse et tout aussi efficace pour résoudre la congestion entre les deux zones du réseau de GRTgaz.

**eni** est donc favorable aux orientations envisagées par la CRE et souhaite que le processus de réalisation de ces investissements soit lancé le plus tôt possible, afin que l'échéance de 2018 ne soit pas ultérieurement reportée.

**Question 5** : Etes-vous favorable à la fusion anticipée des zones Nord et Sud avant la mise en service des investissements de décongestion ?

**Question 6** : Selon vous, une telle fusion doit-elle être fondée uniquement sur des achats de gaz dans le sud par les GRT ou doit-elle s'appuyer sur des obligations de flux de GNL ? Dans ce dernier cas quel type d'obligation préconisez-vous ?

**eni** partage l'analyse de la CRE en ce qui concerne les risques liés à une fusion anticipée des zones . Les coûts supportés par le système, bien que mutualisés, risquent globalement de dépasser les bénéfices d'une élimination artificielle du *spread*.

Toutefois, en tenant compte des avantages d'une zone unique pour le développement du marché et de la concurrence, la fusion anticipée pourrait être envisagée.

A cet effet, si une telle solution était mise en place, **eni** souhaite que ce mécanisme soit soumis au préalable aux conditions suivantes :

- Analyse coûts/bénéfices du dispositif ;
- Appels d'offres public et international organisés par les GRT pour l'achat de GNL (ou d'autres services/produits) ;
- Mutualisation des coûts supportés par les GRT sur la « zone unique » en sortie du réseau de transport (PITD, points de livraison).

Nous nous interrogeons également sur le rôle de « shipper » (acheteur et vendeur) du GRT et en particulier sur les modalités d'offre du gaz acheté par les GRT sur le marché, surtout compte tenu des volumes importants concernant ces transactions. La mise en œuvre d'autres outils contractuels (« produits localisés », swap etc.) pourrait être envisagée.

**Question 7** : Etes-vous favorable à la commercialisation par GRTgaz de capacité Nord vers Sud supplémentaires jusqu'en 2018, sur la base d'outils contractuels ? Etes-vous favorable au mécanisme envisagé par la CRE ? Si non, quels seraient selon vous les outils les plus adéquats ?

**eni** rappelle sa préoccupation concernant l'introduction de mesures qui interviennent sur les mécanismes de marché.

En ce qui concerne la proposition présentée par la CRE de commercialisation de capacités additionnelles Nord vers Sud sur la base d'outils contractuels, **eni** considère que pour qu'il

soit efficace, ce dispositif devrait nécessairement s'accompagner d'engagement de flux en entrée dans la zone Sud.

Tout en partageant l'analyse de la CRE qui souligne pourquoi cette solution aurait l'avantage de ne pas exposer le système à un risque élevé sous le profil des coûts supportés par GRTgaz, **eni** considère que les effets du dispositif proposé en réduction du *spread* entre Nord et Sud ne sont pas prévisibles.

Toutefois, **eni** considère que la solution proposée aurait l'avantage d'éviter aux GRT d'intervenir en achetant du gaz non pas pour des raisons d'équilibrage physique du réseau mais pour influencer la formation du prix et du *spread*.

**eni** souhaite que les coûts du dispositif soient mutualisés sur les utilisateurs en aval du réseau de transport (PITD, points de livraison).

<b>Question 8</b> : Etes-vous favorable à la mise en œuvre des outils envisagés par la CRE pour éviter l'apparition de la congestion Sud-Est ?
--

**eni** est en faveur de la mise en œuvre des outils proposés par la CRE pour que la congestion Sud-Est soit évitée et pour que la fréquence des interruptions de capacité à la liaison Nord / Sud diminue.

Nous nous interrogeons, d'autre part, sur la proposition concernant l'augmentation du stock de sécurité de GRTgaz dans les stockages de Storengy et sur comment cette mesure aurait un impact positif en cas de risque de congestion Sud-Est.

**eni** souhaite également féliciter les GRT pour leurs efforts de coordination afin d'optimiser l'exploitation de leurs réseaux et de minimiser l'occurrence de la congestion constatée ces derniers mois.

<b>Question 9</b> : Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE ?
--

**eni** partage les orientations de la CRE et souhaite que toute potentielle mesure soit présentée et étudiée dans le détail en Concertation Gaz avant sa mise en œuvre, en considération de ces coûts potentiellement très élevés et en tenant compte, notamment, des coûts supportés par les acteurs du marché à l'occasion des récentes enchères pour l'allocation des capacités à la liaison Nord-Sud. .